

MÉDITERRANÉE —

MARE NOSTRUM OU FOSSE COMMUNE:

TEL EST LE DILEMME

L'accord bruxellois

Sous la pression brûlante de l'actualité, vendredi 29 juin 2018, à potron-jacquet, les Vingt-huit parvenaient à arracher un accord sur la migration.

Outre le renforcement trivial des frontières extérieures de l'Europe, était préconisée la création de «centres contrôlés» sur territoire de l'UE, pour des fins de tri entre «migrants irréguliers», (à expulser «rapidement») et «demandeurs d'asile légitimes», (appelés, en principe, à une répartition équitable entre pays membres de l'UE), — ce, sur la base du volontariat.

Concurremment, Donald Tusk proposait aux dirigeants des pays de l'UE l'établissement de «plateformes régionales de débarquement», hors l'UE, «afin de supprimer l'incitation à entreprendre des voyages périlleux», et partant, de «casser définitivement le modèle économique des passeurs».

— En d'autres termes, sous couleur de prévenir les candidats à l'exil des dangers de la navigation, on s'appliquait à soustraire les pays membres de l'UE à l'obligation de porter secours à ces rafiots infailliblement voués au naufrage, et subsidiairement, à désamorcer les tensions existant entre les pays de première ligne, subissant l'essentiel de l'impact migratoire, et ceux de l'arrière, cherchant à bloquer une migration secondaire.

Idéalement donc, c'était l'Afrique du Nord qui avait vocation à recevoir sur son sol lesdites «plates-formes régionales de débarquement». Fichtre, le chef de la diplomatie marocaine, Nasser Bourita, rejetait immédiatement et catégoriquement de telles «solutions de facilité»; le gouvernement tunisien lui emboîtait le pas. Qu'à cela ne tienne! Sauf à faire pression sur des pays pauvres n'appartenant pas à l'UE, mais aspirant à s'y voir intégrés, comme l'Albanie ou la Macédoine, on pourrait toujours établir là des camps d'internement voués à la pérennisation.

— Dans ces pourrissoirs institués, à l'instar du processus gazaoui, viendraient bientôt se décomposer les attentes d'une vie meilleure, et fermenter la graine d'une violence désespérée.

Un précédent significatif

Déjà, dans la même perspective d'externalisation de la difficulté, l'UE avait tourné la difficulté en commettant la Turquie au soin de reléguer loin de notre cocon une population perçue comme indésirable, et nous avons fermé les yeux sur les droits illusoires auxquels toute cette misère pouvait bien prétendre. En mars 2016, en effet, l'UE et Ankara avaient négocié un accord visant à contenir le flot migratoire: la Turquie s'engageait à reprendre sur son sol les migrants «illégaux» qui parviendraient à franchir la Mer Égée; en contrepartie, l'UE concédait à la Turquie une aide financière de 3 milliards d'euros (en plus des 3 milliards déjà accordés), et s'engageait à mettre en œuvre la libéralisation des visas pour les citoyens turcs, en même temps qu'à accélérer la procédure d'adhésion de la Turquie à l'UE...

«Un être n'est pas de l'empire du langage, mais de celui des actes.»

Certains observateurs ont cru reconnaître dans l'accord bruxellois du 29 juin 2018 un catalogue de vœux pieux. Voilà bien un jugement téméraire! À lui seul, le libellé des mesures préconisées montrait le visage de la réalité: celui de l'infamie et de l'impéritie, tellement que s'y révélait une combinaison de pharisaïsme, de cynisme, et d'inintelligence politique!

— Il n'empêche!

«La coopération européenne l'a emporté!», clamait, victorieux, le président Macron. «La solidarité que nous devons aux premiers pays d'entrée a été actée!», enchaînait-il, (non sans ajouter, au passage, que «la France n'était pas un pays de première arrivée»).

— Président Macron, que sont donc devenues vos radieuses tirades de campagne?

Le 2 janvier 2017, dans une tribune du quotidien «Le Monde», le candidat Macron ne tarissait pas d'éloges à l'endroit de la chancelière Angela Merkel et de la société allemande dans son ensemble, lesquelles s'étaient montrées «à la hauteur de nos valeurs communes» en accueillant, en 2015, plus d'un million de réfugiés. «Elles ont sauvé notre dignité collective en accueillant des réfugiés en détresse, en les logeant et en les formant», déclamait encore le candidat Macron...

— Président Macron, l'exercice de la responsabilité politique ne relève pas du tréteau!

En d'autres temps, lorsque, sur l'Europe entière, la nuit brune s'étendait, Saint-Exupéry émettait ce jugement:

Antoine de Saint-Exupéry:

«On ne fonde en soi l'être dont on se réclame que par des actes. Un être n'est pas de l'empire du langage, mais de celui des actes. Notre humanisme a négligé les actes. Il a échoué dans sa tentative.»¹

Les termes du dilemme

Dans une mer d'indifférence, par milliers, ceux que notre égotisme revêt du terme euphémique de «migrant», nos semblables — s'abîment. Selon le HCR, plus de mille personnes se sont noyées en 2018, en tentant de traverser la Méditerranée centrale. Les bras croisés, l'œil terne, nous nous accommodons de ces drames anonymes quasi quotidiens.

— Après tout, n'a-t-on pas suffisamment de vertu pour supporter le malheur d'autrui?

À moins de réinventer l'antique «Mare Nostrum», la Méditerranée sera la fosse commune où seront jetées tant et plus de vies innocentes, en même temps que la possibilité d'une Europe véritablement politique, fondée qu'elle doit être sur le respect de l'Homme et sur la pluralité des critères axiologiques que suppose la variété de ses choix, à défaut de quoi ne prévalent que l'étroitesse de l'arbitraire, les violences de la répression et l'instabilité politique.

En regard de l'éclusion européenne, il est cependant des exceptions notables qu'il convient de saluer, mais que l'Union européenne, très typiquement, à laisser choir, ou peu s'en faut.

Citons l'opération militaro-humanitaire «Mare Nostrum», lancée par Enrico Letta, alors président du Conseil italien, et menée par la marine militaire italienne, ensuite du naufrage survenu dans les parages de l'île de Lampedusa, le 3 octobre 2013; — bilan: 366 morts. Disons encore que le poids financier de l'opération «Mare Nostrum» (9 millions d'euros par mois) fut presque entièrement supporté par l'Italie. En un an, l'opération a permis de secourir plus de 150 000 personnes, et d'appréhender 351 passeurs. Rappelons que, lui-même fils de migrant, à la tête des opérations de sauvetage italiennes en Méditerranée, l'amiral Nicola Carlone a permis d'épargner des milliers de vies.

¹ Antoine de Saint-Exupéry, «Pilote de guerre» / Chap. XXVII / «Œuvres complètes» / Éd. Gallimard / La Pléiade, 1999 / p.221

Citons encore Leoluca Orlando, l'actuel maire de Palerme, lui qui, avec ses concitoyens, s'inscrit en faux contre la politique d'interdiction de Matteo Salvini, et qui, concrètement, illustre quotidiennement l'origine étymologique du toponyme «Palerme»: «le refuge idéal».

Les effets potentiellement perniciose de l'accord bruxellois

Basée sur le volontariat, la répartition en Europe des «vrais réfugiés» risque de se traduire par une pression de percolation s'exerçant à l'endroit des pays les plus économiquement attractifs. La présence d'une population clandestine constituerait un réservoir de «lumpen» taillables et corvéables à merci aux yeux d'employeurs dépourvus de scrupules; le marché du travail se dégraderait; un cloaque de non-droit et de trafics interlopes se développerait, propice à un communautarisme de repli. Les méfaits d'une économie grise, les troubles sociaux, l'insécurité croissante, ces facteurs finiraient par épuiser l'attractivité des pays initialement convoités, mais tomberaient à point nommé dans les rhétoriques de bas-fond cultivées par une panoplie de populismes agressifs.

— A contrario, il est impératif de s'inspirer de la politique frappée du sceau de la générosité et de l'intérêt bien compris, telle que la mettait en place Angela Merkel, en 2015.

L'exemple de l'Allemagne, en 2015 — «Wir schaffen das!»

Dans une Allemagne économiquement développée, mais souffrant de dénatalité, force était de compenser l'amenuisement de la fraction active de sa population et l'accroissement des charges sociales lui échéant en tablant sur l'intégration rapide et sur la formation poussée d'une population fraîchement immigrée. Appelés par cette appropriation socio-économique, eu égard à la robustesse de l'économie allemande, les investissements de l'État demeuraient raisonnables. Lors du pic de 2015, parmi les Syriens fuyant les abominations de la guerre, beaucoup étaient jeunes, dotés d'une instruction supérieure, pratiquant un anglais parfait, et se trouvant accompagnés d'enfants en bas âge. Il était plausible que l'insertion de ces jeunes parents s'opérât relativement aisément, et que, bénéficiant d'une scolarisation in situ, la jeune génération fût bientôt portée à dépasser le statut social de ses géniteurs, dynamisant ainsi l'économie allemande.

— De cette politique, tout à la fois secourable et anticipatrice, que subsiste-t-il, aujourd'hui?

De plus en plus contestée quant à sa gestion du dossier migratoire; ayant à souci de préserver une coalition gouvernementale précaire; débordée sur son aile droite par la CSU bavaroise; en proie à l'ultimatum que lui lançait son ministre de l'Intérieur Horst Seehofer²; aux abois donc, la chancelière recule, se déjuge et se fourvoie.

À la turpitude s'ajoute l'illusion

S'il est vrai que nécessité fait loi, il est chimérique de prétendre endiguer les vagues migratoires qui ne cesseront de battre les côtes de l'Europe, car il n'est rien qui puisse résister à l'élan de ceux qui, par centaines de milliers, sont prêts à risquer les pires infortunes plutôt que de périr assurément. Toutes les barrières que nous pourrions ériger, toutes les fosses que nous pourrions creuser, tous les camps de détention que nous pourrions établir, tout ce dispositif défensif se révélera inefficace: toujours les flux migratoires renaîtront ailleurs, exposés alors à des dangers accrus.

La surveillance aéronavale en Méditerranée serait-elle renforcée impitoyablement, les routes du trafic d'êtres humains se déplaceraient alors en mer Noire, ce trafic venant se surajouter à tous ceux qui lui préexistent de longue date. Il serait bien facile aux Services secrets russes et turcs de contrôler ces filières!

— Et de quels effets dissuasifs pourraient être capables la Bulgarie et la Roumanie, lorsque ces États en faillite, membres de l'UE, sont gangrenés par une corruption endémique, et qu'ils se sont taillé une solide réputation dans le trafic d'êtres humains toutes catégories?

Le délabrement du projet européen

Le renoncement d'Angela Merkel, les pantalonnades du président Macron, l'interdiction des ports italiens faite par Matteo Salvini aux navires humanitaires accusés de «faire le jeu des passeurs»³, la volonté de renforcer la coopération avec des

² Non obéi, le ministre de l'Intérieur a promis de faire appel à la police fédérale pour expulser les indésirables hors de l'Allemagne. Le cas échéant, la chancelière serait alors forcée de limoger son ministre, ce qui aurait pour effets l'éclatement de la majorité, et la probable convocation d'élections anticipées... Lors même que, le 2 juillet 2018, elle parvenait à sauver son gouvernement en abdiquant définitivement sa politique migratoire de 2015, la chancelière restait en sursis, tant au sein même de sa majorité le climat se révélait délétère.

³ S'agissant du rôle des ONG en Méditerranée, Emmanuel Macron partage certaines des critiques émises par Matteo Salvini: «On ne peut pas accepter durablement cette situation, car au nom de l'humanitaire cela veut dire qu'il n'y plus

garde-côtes libyens faisant office de garde-chiourme, l'infirmité du droit maritime, la relégation de la misère humaine loin de nos yeux sensibles, le déni de nos responsabilités, la montée des populismes en Europe...

— Tout cela dénote le délabrement tragique du projet européen.

aucun contrôle. À la fin, on fait le jeu des passeurs en réduisant le coût du passage pour les passeurs. C'est d'un cynisme terrible!».

https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/06/26/le-navire-humanitaire-lifeline-ac-costera-a-malte_5321515_3214.html